

## ARRETE N° 138\_AM\_2024

DANS LE CADRE DE TRAVAUX DE MISE EN PLACE D'ÉCLUSES POUR LE RALENTISSEMENT  
DE LA VITESSE DES USAGERS – CHEMIN DE LA PALUNETTE

**LE MAIRE DE LA COMMUNE DE JOUQUES,**

VU les articles L.2212-1 et suivants et L.2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

VU la demande formulée le 28 mai 2024 par monsieur Fabien CLAUIN, représentant la société AGILIS quartier Bricard 13700 Marignane, qui sollicite l'autorisation d'intervenir sur la voie publique dans le cadre de travaux pour la mise en place d'écluses pour le ralentissement de la vitesse des usagers, chemin de la Palunette 13490 Jouques ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'assurer la sécurité des usagers et des intervenants pendant la durée des travaux ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de réglementer le stationnement et la circulation en agglomération ;

### ARRETE

**ARTICLE 1** La Société AGILIS est autorisée à procéder aux travaux de la mise en place d'écluses pour le ralentissement de la vitesse des usagers, chemin de la Palunette 13490 Jouques.

**ARTICLE 2** Cette intervention nécessitera les dispositions suivantes :  
Stationnement et dépassement interdits aux abords des chantiers ;  
Réglementation provisoire de la circulation par alternats manuels ou par feux tricolores ;  
Maintien d'un cheminement piéton sécurisé.  
La vitesse sera limitée à 30 km/h.

**ARTICLE 3** Le présent arrêté est applicable du 03 juin 2024 au 28 juin 2024 inclus.

**ARTICLE 4** Le permissionnaire est tenu de mettre en place la signalisation correspondante et adaptée à cette intervention, laquelle ne doit pas entraver durablement la libre circulation des usagers. Il sera par ailleurs responsable de tous dommages et accidents pouvant résulter de l'intervention, et sera tenu, dès la fin du chantier, d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. Dans l'hypothèse où la parcelle occupée ne serait pas restituée dans son état initial, la remise en état serait exécutée par l'administration communale aux frais du permissionnaire.

**ARTICLE 5** La responsabilité du pétitionnaire sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de l'inobservation de la présente réglementation.

**ARTICLE 6** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7** La Brigade de Gendarmerie de Peyrolles-en-Provence, la Police Municipale et les Services Techniques municipaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, affiché conformément à la réglementation en vigueur et notifié à la Société EUROVIA PACA.

Fait à Jouques, le 28 mai 2024

Le Maire,  
Éric GARCIN

